

## Dépasser l'inégalité des sexes dans la filière halieutique pour guider les politiques et les interventions

M.J. Williams<sup>1</sup>

Pour Gifty Anane-Taabeah (Ghana), membre du panel *Dépasser l'inégalité des sexes dans la filière halieutique*, « la réflexion sur l'égalité des sexes ne doit pas être limitée au nombre de femmes et d'hommes dans la filière ». Le panel ainsi que deux sessions de présentations (*Marchés et chaînes de valeur pour les petites entreprises aquacoles* et *La filière halieutique sous le prisme de la parité*) se sont déroulés pendant la première journée de la Conférence 2012 de l'Institut international de l'économie et du commerce des ressources halieutiques (IIFET), organisée à Dar-Es-Salaam (Tanzanie). Gifty Anane-Taabeah affirme au contraire que « l'objectif global doit être d'autonomiser les femmes et les hommes qui travaillent dans la filière afin de stimuler la productivité générale ».

Le présent rapport s'inspire d'une série d'études de qualité, des observations des membres de panel et des contributions des participants aux trois sessions organisées durant la conférence de l'IIFET, ainsi que dans un autre exposé présenté en session sous le titre *Too Big to Ignore : Développer la visibilité et les débouchés de la pêche artisanale*. Les trois sessions consacrées à la filière pêche ont été organisées avec l'appui du programme de soutien à la recherche en collaboration (CRSP) d'AquaFish, sous la conduite d'Hillary Egna qui les a coprésidé avec Meryl Williams.

La Conférence IIFET 2012, organisée pour la première fois en Afrique, a aussi été la première à mettre notamment l'accent sur les questions de parité, même si des études sur le genre et la participation des femmes ont été occasionnellement présentées lors de précédentes conférences. « Quand je pense à l'époque où j'ai rejoint les rangs de l'IIFET en 1985, et que je vois ici aujourd'hui tant d'Africaines qui sont devenues de nouveaux modèles socio-économiques, je ne peux qu'apprécier le chemin parcouru par l'IIFET pour faire avancer la parité hommes-femmes », a déclaré Stella Williams (Nigéria). Elle note cependant que beaucoup reste à faire, car l'évolution technologique et économique dans la pêche traditionnelle a mis à mal le rôle et la participation des femmes qui restent sous-représentées dans les statistiques et dans les études comme dans la vie sociale. Elle souligne tout de même « qu'il ne faut jamais perdre de vue leur pouvoir d'action. Même si le sexe ne suffit pas à lui seul pour expliquer les disparités des résultats de gestion dans différents pays — dont aucun ne respecte le Code de conduite pour une pêche responsable alors qu'ils en sont tous signataires — nous sommes en mesure de dire que les femmes ne

sont pas seulement les victimes de l'évolution technologique mondiale, mais qu'elles saisissent bel et bien les occasions de défendre leur position et de rebondir. Il ne saurait y avoir de résultats satisfaisants au plan sociétal et environnemental sans équité et sans amélioration au sein des institutions ».

Les documents présentés à la Conférence IIFET 2012 avaient trait aux études et travaux réalisés en Afrique de l'Ouest, en Afrique orientale et en Asie. Ils provenaient de décideurs politiques, d'universitaires et de chercheurs rattachés à des institutions publiques. Ils s'inspiraient aussi des travaux menés par les titulaires de différentes bourses d'études, qui replaçaient l'analyse économique et sociale des chaînes de valeur dans le contexte du développement aquacole et halieutique et de la pauvreté chez les pêcheurs artisanaux. Les disparités entre les sexes ont été examinées pour différents produits de la pêche, du tilapia au dagaa, en passant par les mérus et les thonidés, ainsi que sous des angles multiples : droits d'accès à la ressource, division du travail, accès aux capitaux et au crédit, mesures d'autonomisation ayant une incidence sur les relations de pouvoir dans la chaîne de valeur et concentration du pouvoir entre les mains de certains intervenants et dans certaines parties de la chaîne de valeur.

### Parité et chaînes de valeur halieutiques

« Les femmes sont omniprésentes dans le secteur : elles pratiquent la pêche, travaillent sur les marchés ou dans les usines de transformation et interviennent aussi en marge du secteur, notamment en tant que mères de futurs pêcheurs, mères de famille, intermédiaires sur les réseaux sociaux, et actrices d'un secteur dont elles partagent la culture depuis des générations », nous rappelle Achini de Silva du Sri Lanka qui a présenté un rapport sur les travaux réalisés en marge d'un projet mondial FAO-NORAD sur les chaînes de valeur de la pêche artisanale. Dans cette étude, le cadre d'analyse de la parité portait sur dix cas provenant de différents pays/filières de pêche/aquaculture pour lesquels ont été établis des profils d'activité ventilés par sexe, des profils d'accès à la ressource et de maîtrise de cette dernière, et des analyses de facteurs et de tendances. Des schémas communs ont été mis en évidence au carrefour des questions de parité, de revenu et d'éducation. Les femmes pauvres, sans ressources et peu éduquées étaient concentrées dans la partie basse des chaînes de valeur, tandis que les hommes mieux nantis et un petit nombre de femmes riches et éduquées occupaient

<sup>1</sup> 17 Agnew Street, Aspley, Queensland, 4034, Australia. Courriel : meryljwilliams@gmail.com

le haut de la chaîne. L'accès à la ressource joue un rôle déterminant pour la place des femmes dans la chaîne de valeur halieutique. Elles sont peu présentes dans les filières modernes qui comptent moins d'échelons que les chaînes traditionnelles, plus complexes et plus longues. Lorsqu'elles quittent la pêche pour un emploi rémunéré dans un autre domaine, l'existence même de la culture halieutique et des entreprises locales se trouve amoindrie.

## Afrique

### Afrique occidentale

« La vente du poisson frais et séché est l'affaire des Nigérianes depuis des temps très anciens. Elles vendent leur poisson sur des étals rudimentaires, et en faisant du porte à porte », a indiqué Abiodun Oritsejemi Cheke, Directrice adjointe chargée du commerce des produits de la pêche au Département fédéral des pêches du Ministère de l'agriculture et du développement rural du Nigéria. Constatant l'importance de l'action des femmes, les pouvoirs publics ont aidé la quasi-totalité des vendeuses de poisson à se constituer en coopératives, mais l'insuffisance chronique de crédits abordables fait obstacle à leur bon fonctionnement. Pour surmonter cet écueil, le gouvernement a annoncé qu'il étendrait le système de partage des risques fondé sur l'incitation (NIRSAL), actuellement utilisé pour les prêts agricoles, aux femmes engagées dans les diverses activités de la chaîne de valeur halieutique, une mesure qui sera mise en œuvre par l'intermédiaire du Ministère fédéral de l'agriculture et du développement rural et de la Banque centrale du Nigéria.

Funmilola Agbebi a présenté les résultats d'une étude sur cinq communautés de pêcheurs des collectivités d'Ilaje et d'Ese-Odo, dans l'État d'Ondo au sud-ouest du Nigéria. La zone d'étude étant située dans un État producteur de pétrole, il est utile de préciser que toutes les personnes interrogées étaient originaires de la région, et non de nouveaux arrivants. Les activités de la plupart des femmes dans la filière pêche constituaient leur source de revenu principale ou secondaire. Ces femmes rencontraient toutefois de nombreuses difficultés, des problèmes d'approvisionnement, de prix, d'infrastructures, et leurs familles se maintenaient tout juste au-dessus du seuil de pauvreté alors que la région est souvent considérée comme la plus prospère du pays.

Il ressort d'une étude réalisée par Lydia Adeleke auprès de 45 vendeurs de l'État d'Ondo que la vente de poisson frais est majoritairement (73 %) l'affaire des femmes. Les personnes interrogées étaient généralement jeunes et, même si ce commerce peut être lucratif, la commercialisation est concentrée et inéquitable. Plusieurs facteurs entravent le bon fonctionnement des marchés, notamment le coût élevé et la volatilité des approvisionnements, et la création de coopératives fondées sur la parité améliorerait sensiblement les choses.

### Afrique orientale

Le gouvernement kényan ayant déclaré le développement aquacole comme priorité nationale, le secteur a connu un démarrage vigoureux. Certaines des raisons de cette situation ont été présentées en référence à deux études. Dans la première, Kwamena Quagraine a

entrepris une étude commerciale de la chaîne de valeur de la culture du tilapia (principalement *Oreochromis niloticus*) et du poisson-chat (*Clarias gariepinus*) en appliquant le modèle des Cinq forces de Michael Porter, gourou du monde des affaires (menace d'une concurrence supplémentaire ; menace de produits ou services de substitution ; pouvoir de négociation des clients ou acheteurs ; pouvoir de négociation des fournisseurs ; intensité de la rivalité entre les concurrents). Il est parvenu à la conclusion qu'aux différentes étapes de la chaîne de valeur, les femmes avaient les meilleures chances de revenu dans la commercialisation du poisson. La vente de poisson développe les relations communautaires, crée une source stable de revenu et de nourriture et donne aux femmes plus de flexibilité dans leurs activités ainsi que plus de liquidités. Lorsqu'elles interviennent en tant que fournisseur d'intrants ou exploitante aquacole, ou lorsqu'elles conjuguent les deux activités, leur avantage comparatif est moins important.

Au Kenya, les femmes ont aussi la possibilité de s'associer à des partenariats public-privé appelés Aquashops qui sont des magasins bien situés en zone d'exploitation où l'on peut se procurer des intrants et avoir accès à des services de vulgarisation. Des études mentionnées par Sammy Macharia ont révélé que les partenariats entre femmes ainsi qu'entre personnes des deux sexes ont recours à différentes modalités et formules pour fournir des services essentiels, notamment en acheminant des intrants et des produits clairement étiquetés vers les marchés et en fournissant des services liés aux technologies de l'information.

Autre membre du panel, Nancy Gitonga a dressé un tableau général de la filière halieutique du Kenya sous l'angle de la parité hommes-femmes, soulignant que la production est dominée par les hommes et que les femmes peuvent posséder des bateaux de pêche bien qu'elles soient interdites de pêche en raison de tabous culturels. Elles se distinguent plutôt dans la transformation et la commercialisation. Bien qu'on les considère comme de bonnes gestionnaires financières, leurs activités dans la filière pêche sont davantage vues sous l'angle de l'action sociale, tandis que celles des hommes sont considérées comme des entreprises commerciales. Des politiques doivent être adoptées pour faire place aux femmes dans le processus décisionnel et éliminer la discrimination.

Sebastian Chenyambuga a signalé l'existence d'une petite production aquacole de tilapia du Nil (*O. niloticus*) dans des bassins appartenant à de petits exploitants de la région de Morogoro (Tanzanie). Ces bassins qui accueillent une exploitation vivrière depuis 1949 au moins, appartiennent tous à des hommes, mais les femmes travaillent à des degrés divers dans toutes les étapes de production, et prédominent dans la transformation du produit vendu localement (environ 70 % de la production).

Après avoir visité dix marchés aux poissons dans toute l'île de Zanzibar, Sara Fröcklin et ses collaborateurs ont noté que la parité était une dimension essentielle du commerce des produits de la pêche. Premièrement, des écarts majeurs ont été constatés du point de vue des ressources économiques. Nombre des négociants de sexe masculin ont pu démarrer leur entreprise grâce à leurs économies

tandis que la plupart des femmes ont dû recourir à des micro-crédits et à des prêts pour se lancer. Des inégalités ont aussi été observées concernant le capital engagé et le revenu du commerce de poisson ; les hommes gagnaient près de deux fois plus par jour que leurs homologues féminines. Deuxièmement, les femmes couvraient de longues distances pour acheter et vendre le poisson frais et séché, souvent dans les villages, alors que les hommes achetaient leur marchandise plus près de chez eux pour les vendre à meilleur prix sur les principaux marchés, voire dans la filière touristique. Troisièmement, par manque de capital et d'entrepôts frigorifiques et du fait de la rareté du client, les femmes vendaient principalement des espèces de faible valeur. A contrario, les hommes dominaient le marché avec les espèces à forte valeur telles que thonidés, thazards, barracudas et requins. Quatrièmement, aucune des femmes n'était membre d'une quelconque association de commercialisation du poisson, et n'en connaissaient même pas l'existence, alors qu'un tiers des hommes environ appartenaient à une structure de ce genre. Tous s'entendaient sur la nécessité d'un comité, semblable au comité des pêches, mais spécifiquement consacré à la commercialisation. En conclusion, tous les négociants ont fait état d'une amélioration de leur niveau de vie grâce à leurs activités qui avaient aussi bénéficié aux communautés. Néanmoins, la plupart des femmes interrogées n'avaient guère accès au processus décisionnel, et la majorité d'entre elles trouvait difficile de concurrencer les hommes sur les marchés, notamment dans un contexte de recul des captures et d'augmentation des prix.

Dans la région du Lac Victoria, *Rastrinebola argentea*, un petit cyprinidé semblable à la sardine et aux espèces apparentées (appelé *dagaa* dans la plupart des pays, *mukene* en Ouganda, et *omena* ou sardine du Lac Victoria au Kenya) est aujourd'hui l'espèce commerciale la plus importante, après la perche du Nil (*Lates niloticus*). Les chaînes de valeur de cette espèce évoluent rapidement sous l'effet du développement de l'aquaculture et de la demande de poisson bon marché. Une forte proportion de *dagaa* est encore perdue par suite d'une mauvaise manipulation et de problèmes de valorisation.

Mwanahamis Salehe, de Tanzanie, a rapporté que le commerce du *dagaa* s'était développé en Afrique centrale et orientale depuis 2006, passant de deux pays (Kenya et Rwanda) à huit pays en 2011, dont le Cambodge et la Malaisie. Les exportateurs sont majoritairement des hommes, les femmes ne représentant que 12 % du total. Il faudra toutefois améliorer sensiblement la transformation et développer les compétences en commercialisation et en gestion pour venir à bout du gaspillage nutritionnel et économique qui mine le commerce à l'heure actuelle.

En Ouganda, le *mukene* séché au soleil (ou *dagaa*, *R. argentea*) est majoritairement (80 %) utilisé dans l'alimentation animale selon Margaret Masette. Les propriétaires de bateaux, les pêcheurs, les transformateurs et les négociants interviennent à des échelles diverses et les inégalités entre les sexes varient selon l'étape considérée dans la chaîne de valeur, principalement en fonction des besoins en main-d'œuvre et en capital à chaque étape. À titre d'exemple, on trouve davantage de femmes qui acheminent le poisson du pêcheur au transformateur parce que cette activité ne requiert aucune mise de fonds ; en

revanche, les deux sexes sont représentés à l'étape de transformation, artisanale comme industrielle, qui nécessite davantage de capitaux. Dans la chaîne de valeur, les pêcheurs et les transformateurs sont ceux qui font le moins de bénéfices, alors que les négociants régionaux se taillent la part du lion, avec 70-83 % des profits, compte tenu de leurs investissements plus importants.

### Asie

Selon Debabrata Lahiri, l'analyse de la parité dans ce secteur suppose de « comprendre la place des femmes dans la chaîne de valeur halieutique et les difficultés qu'elles rencontrent, ce qui implique d'examiner la chaîne de valeur elle-même, ainsi que le pouvoir de négociation des femmes au sein du ménage et les grands processus sociétaux à l'œuvre ». Lors d'une étude réalisée en Inde sur les chaînes de valeur des principales carpes, du tilapia, du hilsha et des crevettes, M. Lahiri a constaté que les femmes n'étaient pas représentées à toutes les étapes de la chaîne et, quand c'était le cas, leur valeur ajoutée était inférieure à celle des hommes qui transformaient un plus gros volume de produits qu'elles ne le pouvaient.

Dans trois régions côtières de l'État du Kerala (Inde), Shyam Salim a étudié l'émancipation des femmes aux plans économique, social, politique et juridique pour dresser un index global de leur autonomisation à tous les stades de la filière pêche : vente au détail, vente artisanale, négoce de poisson séché et production de poisson transformé. En termes d'autonomisation, les femmes engagées dans la production de poisson à valeur ajoutée se situaient au sommet de l'échelle, et les vendeuses de poisson séché au plus bas niveau. Les femmes pratiquant la pêche étaient mieux placées que celles travaillant dans le secteur agricole. S'agissant de la nature de cette autonomie, l'émancipation politique venait en tête tandis que la démarginalisation des femmes par le droit était l'aspect le moins développé.

### Genre et changement climatique dans les communautés dépendantes de la pêche artisanale

Durant la session consacrée à la pêche artisanale (*Too Big To Ignore*), Lasse Lindström et ses collaborateurs, de l'Université de Stockholm, ont présenté de nouvelles études sur l'adaptation au changement climatique conduites en Afrique de l'Est pour aider les communautés côtières à bénéficier d'une plus grande justice sociale. Il s'est fait l'écho de l'Archevêque Desmond Tutu, cité dans le Rapport sur le développement humain 2008, selon lequel « l'adaptation » n'est qu'un euphémisme signifiant « injustice sociale ». Les pauvres subissent de plein fouet les dures réalités du changement climatique dans leur quotidien. Les questions de parité sont généralement ignorées dans la pêche côtière comme dans l'action climatique. Les travaux présentés insistaient sur la nécessité d'entreprendre des analyses empiriques rigoureusement orientées sur la réalité de terrain pour examiner les aspects sociaux et écologiques et replacer la question du genre au niveau de l'individu. Par ailleurs, diverses stratégies telles que la résilience, le réaménagement et la résistance pourraient utilement être analysées et rattachées au potentiel de transformation ou à l'action collective requise pour engendrer des changements. D'autres recherches sont en cours à Zanzibar (Tanzanie) et sur l'île d'Inhaca (Mozambique) à des fins de comparaison.

Prenant le contre-pied du thème de la conférence « Possibilités visibles », Paul Onyango s'est penché sur la pauvreté des communautés de pêcheurs du Lac Victoria en examinant les « possibilités invisibles » qu'il a subdivisées en absences visibles et présences invisibles. Les absences visibles — en d'autres termes, ce dont les gens manquent et qui fait que nous les jugions pauvres — empêchent souvent de percevoir les présences invisibles, à savoir les caractéristiques qui font la valeur et la force des individus. Différentes manifestations de l'estime de soi, comme la fierté que dégagent les vendeuses de poisson toujours bien mises pour aller travailler, la mise en commun volontaire d'actifs tels que les bateaux de pêche, la résolution des conflits sur la plage même, et bien d'autres formes de négociations constituent la trame d'un capital social qui n'est jamais remarqué. Comment associer et exploiter les actifs invisibles pour générer de la richesse au sein des communautés, voilà la difficulté à laquelle les communautés de pêche sont confrontées.

### Quelques réflexions concernant les présentations sur le genre et les chaînes de valeur

Lors du débat de groupe organisé sur le thème *Dépasser l'inégalité des sexes dans la filière halieutique pour guider les politiques et les interventions*, l'un des membres du panel, Theodora Hyuha (Ouganda), a dégagé quatre points. Tout d'abord les technologies nouvelles au sujet desquelles elle a déclaré « les femmes pratiquant la pisciculture doivent se former aux nouvelles technologies. Pourtant, les agents de vulgarisation s'adressent souvent aux hommes en priorité, les femmes devant se débrouiller pour apprendre avec des informations de deuxième main ». Le deuxième point, évoqué dans plusieurs présentations, est que le secteur aquacole africain relève encore souvent de la seule subsistance. Son développement exige de pouvoir accéder au financement. Or, les femmes ne peuvent généralement prétendre qu'au micro-financement parce qu'elles ne peuvent guère fournir de caution, alors même qu'elles savent honorer leurs obligations financières.

En Ouganda, plus de 90 % des femmes remboursent les prêts qui leur sont consentis, contrairement aux hommes qui obtiennent des prêts importants et se soustraient à leurs obligations. Troisièmement, on a tendance à traiter les femmes comme un groupe homogène alors qu'il faudrait distinguer celles qui s'en sortent bien et celles qui auraient besoin d'un coup de main. Enfin, dans la plupart des pays, le système éducatif se veut non sexiste, ce qui implique une égalité de chances pour les garçons et les filles. La réalité est bien différente. Les filles rencontrent davantage d'obstacles que les garçons, par exemple la priorité accordée par la famille au paiement des frais de scolarité du garçon quand les finances sont insuffisantes. En outre, les filles sont élevées dans l'idée que les matières scientifiques sont difficiles et réservées aux garçons.

Autre thème important relevé par Sara Frocklin au cours des sessions, les organisations de femmes sont souvent inexistantes ou sans moyens dans la chaîne de valeur halieutique. Pour renforcer leurs positions et leurs capacités, les négociantes en produits de la pêche doivent disposer d'un lieu de réunion reconnu comme tel, bénéficier des possibilités de formation et avoir l'occasion de se rencontrer et de connaître leurs besoins collectifs.

Sebastian Mathew, du Collectif international d'appui à la pêche artisanale (ICSF), préconise une démarche fondée sur les droits fondamentaux pour briser les chaînes des femmes et leur permettre d'assumer les multiples fonctions sociales, sanitaires, génésiques et commerciales attendues d'elles dans les communautés côtières d'aujourd'hui. Selon Stella Williams, les femmes sont de plus en plus associées aux efforts de maintien de la paix en Afrique. Shaym Salim a rappelé qu'en Inde, les femmes des groupes d'entraide sont passées maîtresses dans la gestion de fonds et la reddition de compte. Lasse Linstrom a fait valoir que beaucoup avait été dit au sujet des femmes et des hommes, mais qu'il fallait aussi reconnaître la part importante qui revient aux enfants et aux jeunes dans de nombreux ménages. Mundis Maris, qui était représentée par Stella Williams et travaille également avec des jeunes, a constaté que les parents ne souhaitent pas voir leurs enfants s'engager dans la pêche, mais plutôt trouver des emplois spécialisés. Son travail l'a également conduite à approcher les populations à travers l'art et la créativité.

### Remerciements

Nous souhaitons remercier l'IIFET et Aquafish, co-organisateurs de la Conférence IIFET 2012, tous les conférenciers, les membres de panel et leurs organisations pour leurs contributions, leurs présentations et les discussions rapportées dans le présent article.

L'Institut international de l'économie et du commerce des ressources halieutiques (IIFET : <http://oregonstate.edu/dept/iifet/>) est un groupement international d'économistes, de gestionnaires publics, de représentants d'entreprises du secteur de la pêche, et d'autres personnes intéressées par l'échange de recherches et d'informations sur les questions touchant aux ressources marines. Les conférences de l'IIFET ont lieu tous les deux ans, et celle de 2012 s'est tenue à Dar-es-Salaam (Tanzanie) sur le thème *Possibilités invisibles : aspects économiques de la pêche et de l'aquaculture durables et du commerce des produits de la pêche*. La Conférence IIFET 2012 a été conjointement organisée par l'Université de Dar-es-Salaam ([www.udsm.ac.tz](http://www.udsm.ac.tz)) et l'IIFET.

Le programme de soutien à la recherche en collaboration d'Aquafish (CRSP : <http://aquafishcrsp.oregonstate.edu/>) vise à améliorer les moyens de subsistance et à promouvoir la santé en cultivant des partenariats pluridisciplinaires internationaux qui font progresser la science, la recherche, l'éducation et les prises de conscience dans le domaine des ressources aquatiques. En alliant les ressources mises à disposition par des institutions des États-Unis d'Amérique et des pays hôtes, le programme d'AquaFish a pour objectif de renforcer les capacités des institutions participantes, développer la rentabilité de l'aquaculture, améliorer la gestion des pêches selon des modalités socialement et écologiquement acceptables et assurer une large diffusion aux résultats de recherche.

Le présent rapport a été établi par Meryl Williams avec le concours de tous les conférenciers, membres de panel et autres intervenants.